

Taiwan : déplacements « présidentiels » en miroir

Jean-François Di Meglio

N#2023-03

30 Mars 2023

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'Université de Pékin, Jean-François Di Meglio a passé plus de vingt ans dans un grand établissement financier français, en poste à l'international et en particulier en Asie. De 2005 à 2008 il a été responsable du secteur énergie et matières premières en Chine pour BNP Paribas. Il a rejoint Asia Centre en mai 2008 pour y mettre à profit sa connaissance du monde de l'entreprise et de l'Asie avant d'en être président en 2009.

Taiwan : déplacements « présidentiels » en miroir

Jean-François Di Meglio

30 Mars 2023

A quelques heures d'intervalle, l'ancien Président taiwanais Ma Ying-jeou et la Présidente en exercice Tsai se sont envolés, symétriquement est-on tenté de dire, vers ce qui apparaît comme leur destination d'« élection ».

Ma, parti pour douze jours, accompagne un groupe d'étudiants sur le Continent au titre de la promotion des échanges entre jeunes des deux rives. La Présidente Tsai ne peut qu'opérer un « transit » par les Etats Unis, en route vers l'Amérique latine. La République de Chine à Taiwan, nom officiel de l'île, que Ma prétend d'ailleurs rappeler haut et fort en Chine, à commencer par sa déclaration inaugurale indiquant que « nous sommes tous chinois », n'a conservé des relations diplomatiques que dans cette région. En effet, elles se sont raréfiées pendant le mandat actuel, y compris ces derniers jours avec le revirement du Honduras. Ce petit pays vient de rompre avec Taiwan.

Les élections présidentielles au suffrage universel, marque de cette vraie démocratie asiatique, sont prévues en janvier 2024. Les deux candidats représentant les partis dominants seront forcément de « nouvelles têtes ». En effet, la Présidente est au bout de ses deux mandats possibles, et le parti d'opposition, le Kuo Min Tang, vieux maintenant de plus de cent ans, est en recherche d'identité, à tous les sens du terme. Le processus même de sélection du candidat KMT est incertain, et exclura sans doute une « primaire ». Le candidat du parti au pouvoir sera selon toute vraisemblance le Vice-président actuel, William Lai, dont les dissensions passées avec la Présidente sont forcément mises en veilleuse. Le « double déplacement » de Ma et Tsai ne peut qu'attirer l'attention un peu plus sur l'un des principaux points chauds de l'affrontement Chine-Etats-Unis. Taiwan est au cœur de cet affrontement, que l'île soit considérée comme la principale pierre d'achoppement, une illustration des contradictions, ou un instrument manipulé par les « Deux Grands ».

Naturellement, ces voyages symétriques soulignent le clivage politique intérieur taiwanais, enjeu majeur des élections de 2024. Ils donnent aussi tous les signes d'une escalade dans la double montée des tensions entre les deux camps politiques taiwanais et les deux crypto-parrains de ces deux voyageurs de haut rang.

Il y a assurément de l'exceptionnel dans ces déplacements : Ma est le premier « ex-Président » taiwanais à se rendre sur le sol du Continent. Il ne l'a jamais foulé auparavant d'ailleurs. La Présidente Tsai fera, après ses huit précédents transits aux Etats-Unis, le plus long séjour qu'aucun dirigeant taiwanais aura effectué depuis le tout premier, celui de Lee Teng-hui, en 1994. Là où les escales étaient de courte durée dans les premiers temps, il s'agit ici de deux arrêts, à l'aller et au retour, dans des villes-symboles, New York et Los Angeles, qui n'ont pas seulement été choisies parce que d'importantes communautés d'origine taiwanaise y résident. Les complications d'autrefois, qui avaient donné lieu à un débat exacerbé sur le type de visa

qu'obtiendrait Lee Teng-hui lors de sa visite à son alma mater Cornell, ont disparu. Le terme de « routine » prévaudrait presque dans le vocabulaire taiwanais et américain, aux antipodes du discours chinois naturellement.

Il est indéniable que ces déplacements sont des marqueurs forts des tensions actuelles. Cette tension est exacerbée par l'habituelle série de mises en garde, de récriminations, et de menaces proférées par les porte-paroles de Pékin. La concomitance des envols reflète assurément et éclaire de façon aveuglante les trajectoires opposées que propose chacun des deux partis pour l'avenir de l'île. Mais derrière le côté spectaculaire, le bruit (qui précède peut-être la fureur) et l'affichage, des indications plus subtiles indiquent aussi que les différentes parties en présence prennent en compte le côté potentiellement explosif d'une mauvaise gestion de ces voyages. Une délégation du KMT s'est rendue il y a peu de temps en Chine. Celle-ci, menée par le Vice-président du parti, n'a pas économisé ses efforts pour afficher sa proximité avec Pékin. Une rencontre avec Wang Huning, l'un des sept membres du Comité permanent du bureau politique chinois, l'instance politique suprême, et qui préside la CNPCC (« 中国人民政治协商会议 ») sorte d'assemblée consultative ouverte aux Chinois d'outre-mer, a été le point culminant de ce précédent voyage. Wang Huning, outre son rôle actuel, a été l'« inventeur » de la formule « le rêve chinois ». Il semblait un moment mis à l'écart mais a désormais clairement le rôle d'« homme de la réunification ». Le voyage de Ma aura un profil moins ambitieux en principe que ce précédent « dégageant » du KMT. Ma avait rencontré, à Singapour, le 7 novembre 2015, le Président chinois en personne lors d'un rendez-vous historique qui marquait la fin de son mandat, dans un lieu symbolique, l'hôtel Shangri-La où se tient chaque année une importante rencontre internationale sur la sécurité en Asie. Cette fois, Ma ne semble pas prévoir de rencontre à haut niveau pour l'instant. C'est l'un des éléments qui doit conduire à prêter attention au dosage subtil d'audace et d'intelligence des situations dont les différentes parties font preuve. La date de ce voyage a peut-être été suggérée, approuvée, voire suscitée par Pékin, de façon à faire de l'ombre à l'« autre » déplacement. Cependant, il est peu probable que la mise en place d'un budget pour ce déplacement, sa validation, s'agissant, comme en France, d'un personnage qui garde du fait de son statut antérieur une certaine représentativité, ait totalement échappé à la Présidence, et qu'à minima il ait fait l'objet d'un « benign neglect », certes inhabituel dans le climat habituellement incandescent de la politique intérieure taiwanaise. Il est certain par ailleurs que Ma incarne la « vieille garde » du KMT, pour qui la nécessité d'échanges solides avec le Continent prévaut. L'impact d'un tel voyage sur l'électorat taiwanais est forcément réduit aussi, malgré la rémanence de « nostalgiques », par le profil très contesté de Ma : son deuxième mandat, marqué par un souhait fort d'ancrer un peu plus l'île dans la sphère économique chinoise à travers la proposition d'un traité de libre-échange, a été marqué par l'émergence d'une contestation articulée et jeune, le « mouvement des tournesols », en 2014, illustration forte de la vivacité démocratique taiwanaise. L'avenir du parti « nationaliste », s'il en a un, sera sans doute conditionné plutôt par la montée en puissance d'une plus jeune génération plus distante de Pékin, comme le possible candidat à la présidentielle de 2024, le maire actuel du « nouveau Taipei » Hou You-ih. Le voyage lui-même a peu de chances de faire progresser la cause du KMT, que ce soit à Taiwan ou même sur le Continent. Ainsi, malgré la

scénographie rituelle, les conséquences des voyages-miroirs pourraient être, du fait d'éléments spécifiques et intentionnels, plus significatives de l'intelligence des situations manifestée à Taiwan que des risques que la donne actuelle fait peser sur l'île, la région, et le monde. Du côté du « transit » de Tsai Ing-wen, quelques nuances s'imposent aussi. Il arrive après trois ans d'impossibilité, du fait de la crise sanitaire. Naturellement, l'enjeu que représente la réaffirmation du soutien américain est crucial. C'est ce qui sera testé par la partie taiwanaise, sans naïveté. Mais, sauf à donner un retentissement particulier à la probable rencontre avec l'actuel « speaker » Mc Carthy de la Chambre des représentants, la confirmation, ou l'annulation de certains rendez-vous clés aux Etats-Unis seront un bon baromètre évaluant les forces en présence et leur détermination. « L'affaire du ballon », en février dernier, a fait monter de plusieurs crans la tension entre les Etats-Unis et la Chine. Sa conséquence directe en a été l'annulation du voyage d'Anthony Blinken à Pékin, que cette annulation ait simplement saisi le prétexte de la « crise » pour faire pression sur une Chine affaiblie par le rebond du Covid ou qu'elle reflète une réelle irritation américaine. A la suite de ces moments forts, la prudence n'est pas absente dans l'organisation générale du voyage de Tsai, malgré les apparences. L'« assertivité taiwanaise » est naturellement limitée par les contraintes qui pèsent sur l'île, mais elle est aussi favorisée par les indéniables difficultés de la diplomatie et de l'économie chinoise. Le discours triomphaliste parfois sur le « Sud global », le déplacement à Moscou les masque naturellement. Cependant, la relation avec l'encombrant partenaire russe reste complexe : ce probable « vassal en devenir » fait peser une menace sur l'acceptabilité par le « nord » d'un partenaire commercial chinois teinté désormais de complicités coupables alors que l'économie chinoise est à la peine. Les vociférations (et, peut-être, les intimidations) chinoises sont inévitables. Mais elles marqueront aussi la limite des actions de Pékin dans le contexte actuel. Quant à l'orchestration du voyage de Tsai, il donnera certes l'occasion d'une rencontre avec le speaker. Mais cette rencontre se substitue (du moins pour l'instant) à un déplacement de ce même speaker à Taiwan. Il aurait eu des relents dangereux rappelant le voyage de Nancy Pelosi, perçu désormais a posteriori comme une perche maladroite tendue à l'époque à la capacité de nuisance de la Chine, qui en a profité en déployant des manœuvres probablement déjà programmées et qui « n'attendaient que cela ». Le voyage de Tsai inhibe donc d'une certaine façon un autre, sans doute plus retentissant, momentanément du moins. Des résultats sont probablement à attendre : la confirmation de la sympathie et du soutien américain est importante, autant pour l'électorat US que pour le réconfort de populations taiwanaises qui en doutent de plus en plus. Mais il faut noter qu'alors que la présence de la Présidente est concomitante du deuxième « sommet (virtuel) des démocraties orchestré par Joseph Biden (et auquel de nombreux présidents, dont Emmanuel Macron, participeront), le niveau de contribution de Taiwan reste limité. Ce jour-même, Taiwan n'y sera présent qu'à travers l'intervention vidéo de la ministre taiwanaise du numérique, Audrey Tang, déjà présente l'an dernier, et qui s'exprimera dans le cadre d'une session spécifique consacrée aux enjeux de la « digitalisation des démocraties ».

Une chose est certaine : ce début de printemps annonce aussi les manœuvres politiques qui marqueront l'entrée dans une période électorale taiwanaise cruciale, mais où, contrairement aux espoirs possibles des acteurs extrémistes de cette pièce en plusieurs actes qu'est l'évolution de

la situation taiwanaise, les différentes nuances de « bleu » (couleur de KMT) et de « vert » (celle du DPP, qualifié de façon systématique d'« indépendantiste ») se déploieront. Elles permettront de révéler des conduites politiques plus élaborées qu'on ne pourrait le penser, une gestion consciente des risques et des opportunités par les parties taiwanaises en présence. Elles sont, forcément, plus exposées aux risques que les « bouteurs de feu » de Washington et de Pékin.